

« Les jeunes femmes jouent un rôle central dans l'organisation familiale »

Entretien avec Yaëlle Amsellem-Mainguy,

sociologue, chargée de recherche, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep).

L'ESSENTIEL

▣ On parle peu des jeunes femmes en milieu rural. L'ouvrage *Les filles du coin* apporte un éclairage sur leurs conditions de vie et leurs parcours. Si elles doivent composer avec de fortes contraintes – éloignement des lieux de formation, emplois féminins majoritairement peu qualifiés, instables et à temps partiel, essentiellement dans les métiers du *care*, elles bénéficient aussi d'un réseau social et amical solide, ancré localement. Pour favoriser leur accès aux soins et à la prévention, l'accompagnement par des professionnels du travail social, éducatif et de jeunesse demeure essentiel.

La Santé en action : **Pourquoi avoir enquêté sur les jeunes femmes rurales ?**

Yaëlle Amsellem-Mainguy : Cette enquête s'inscrit dans la continuité de mes travaux sur les jeunes des classes populaires et sur les rapports de genre. Il s'agissait d'explorer, du point de vue de la sociologie, les conditions de vie des jeunes femmes vivant en milieu rural, un angle encore peu documenté. Ce travail s'inscrit dans la suite des ouvrages *Les gars du coin* de Nicolas Renahy et *Ceux qui restent. Grandir dans la France en déclin* de Benoît Coquard, en proposant un éclairage complémentaire sur des femmes plus jeunes, à partir de leur trajectoire, de leur quotidien et de leur ancrage local.

S. A. : **En quoi votre enquête se différencie-t-elle de *Les gars du coin* ?**

Y. A.-M. : Outre la méthode d'enquête, la principale différence tient à l'âge. Les hommes étudiés par Nicolas Renahy sont entrés dans la vie professionnelle et ont autour de 25 ans et plus. J'ai interrogé des jeunes femmes de 15 à 25 ans, au moment où les trajectoires se construisent : orientations scolaires, premières expériences professionnelles, entrée dans la sexualité et dans la vie conjugale, décohabitation familiale, etc. C'est à ces âges que se construisent aussi les réseaux de sociabilité. Les transitions entre collège, lycée, formation et emploi sont importantes, tout comme l'articulation entre couple, sexualité, logement, loisirs et travail.

S. A. : **Qui sont les « filles du coin » que vous avez rencontrées ?**

Y. A.-M. : Mon enquête porte uniquement sur des jeunes femmes qui vivent encore en milieu rural ; celles qui sont parties faire des études n'y figurent donc pas. Les « filles du coin » sont le plus souvent issues de familles bien identifiées localement et reconnues. Elles sont souvent désignées par leur patronyme – « la fille de... » – ce qui souligne leur inscription dans des lignées familiales et l'importance de l'histoire locale. Elles appartiennent majoritairement aux classes populaires – filles d'ouvriers ou d'employés –, disposent d'un fort capital local grâce à leur réseau et à celui de leur famille qui leur permet d'accéder à certains emplois, d'avoir un logement ou d'être véhiculée par un tiers par exemple. En cela, elles se distinguent de filles du

même âge marginalisées. Ce capital de réseau, que l'on appelle en sociologie « capital d'autochtonie », vient en partie compenser le capital économique ou culturel. Elles partagent de nombreux points communs avec les autres jeunes femmes des classes populaires, notamment du point de vue du genre et de la classe sociale. Ce qui singularise leurs trajectoires rurales, ce sont surtout les contraintes liées à la formation et à l'emploi : éloignement des lieux de formation, faible offre locale, emplois féminins majoritairement peu qualifiés, à temps partiel et aux horaires fractionnés. Ces conditions conduisent à des arbitrages spécifiques : le diplôme reste protecteur, mais son utilité est parfois remise en question face au poids des réseaux locaux. Les jeunes femmes se tournent vers les métiers du secteur tertiaire disponibles localement : aide à la personne, à la petite enfance, aux personnes âgées, pour n'en citer que quelques-uns.

S. A. : **Pourquoi avoir axé votre étude sur quatre territoires ?**

Y. A.-M. : L'idée était de tenir compte de l'hétérogénéité des espaces ruraux en France : certains sont attractifs – les classes moyennes où certaines fractions favorisées y télétravaillent par exemple –, ce qui leur confère un certain dynamisme. *A contrario*, d'autres territoires sont en déclin, il n'y a ni tourisme, ni développement institutionnel malgré parfois un réseau associatif. Ils se caractérisent par des emplois en baisse notamment en raison de délocalisations d'usines et de leurs fermetures successives. J'ai donc enquêté sur quatre territoires :

les Ardennes qui subissent la désindustrialisation, la Chartreuse¹ et le Finistère qui sont des territoires touristiques, et les Deux-Sèvres, territoire « *de passage* », comme disent les filles, avec encore de l'industrie. Cela permet d'analyser l'effet des histoires locales et des dynamiques économiques sur les parcours juvéniles.

S. A. : Parlent-elles de santé dans leurs témoignages ?

Y. A.-M. : Les jeunes femmes abordent la santé à travers la question plus large de l'accès aux droits, aux soins et aux services. Elles mettent sur un même plan infirmière, boulangerie, gynécologue, auto-école ou mission locale : santé, mobilité, formation et travail font partie d'un même quotidien. Nombreuses sont celles qui jouent un rôle central dans l'organisation familiale : aide aux proches, prise de rendez-vous médicaux, gestion des démarches en ligne. Elles apprennent très tôt le travail du *care*², font le constat dès l'adolescence des délais d'attente de plusieurs mois pour les rendez-vous médicaux, et apprennent à reporter les soins les concernant « *pour ne pas déranger* », « *parce que ce n'est pas suffisamment urgent* », ou encore pour « *rentabiliser les coûts* » : déplacement, organisation, consultation, éventuelle prescription, etc.

S. A. : Abordent-elles leur santé personnelle, intime ?

Y. A.-M. : À propos des dimensions intimes, la contraception est plus souvent évoquée que le suivi gynécologique. Si l'interconnaissance locale peut aider à se déplacer, elle implique également une certaine forme de contrôle social des motifs de consultation ou de questions à la pharmacie du bourg. L'éloignement des villes et la faiblesse des transports en commun viennent compliquer l'accès aux soins : délais, coûts, déplacements. Les réseaux amicaux et le numérique jouent un rôle clé pour contourner en partie ces obstacles. Par ailleurs, il ressort de cette recherche que la présence durable de professionnels du travail social, éducatif et de jeunesse favorise la prévention, l'accès aux soins et l'accès aux droits. Lorsque les équipes sont stables, dans les missions locales, les associations, les

établissements scolaires, les animateurs, éducateurs, enseignants ou encore conseillers peuvent constituer des ressources de confiance, alternatives au réseau familial ; elles facilitent l'accès à l'information, aux droits et à la prévention. À l'inverse, le *turn-over* permanent fragilise fortement ces parcours.

S. A. : Ces problématiques évoluent-elles depuis vingt ans ?

Y. A.-M. : L'enquête ne permet pas de tirer de conclusions en matière d'évolutions. Toutefois, les données sociologiques montrent que les tensions autour de l'emploi se sont fortement accrues depuis la crise économique de 2008, en particulier pour les jeunes et du côté des emplois féminins plus précaires. Cela n'est pas sans conséquence sur la décohabitation, l'indépendance économique et résidentielle, et sur l'accès aux soins.

S. A. : Que retenir de votre enquête ?

Y. A.-M. : Les jeunes femmes ont un accès plus compliqué que les jeunes hommes à la formation (moins diversifiée), à l'emploi (moins qualifié). Obtenir un emploi ou un stage professionnel passe bien souvent par le réseau local. Le revers de la médaille est qu'il est très difficile pour les jeunes femmes de pouvoir contester leurs conditions de travail, et surtout de faire part de situations de harcèlement ou de violences au travail. « Ne pas chercher les problèmes » et « ne pas causer de problèmes » à leurs parents sont les deux principes qui participent à l'invisibilité et à l'indicibilité des violences en milieu professionnel qu'elles subissent.

L'entrée en couple, et plus encore l'installation dans une routine, est l'occasion de l'apprentissage de la vie conjugale, y compris dans les rapports sociaux inégalitaires. La violence conjugale dans toute la diversité des formes qu'elle peut prendre en est l'exemple extrême ; loin d'être anecdotique dans les entretiens réalisés, indépendamment de l'âge des jeunes femmes rencontrées, elle n'est cependant caractéristique ni des classes populaires ni du milieu rural, où il y a par contre une faible diversification des structures d'accompagnement des victimes de violences. Les jeunes

femmes rencontrent aussi des difficultés pour accéder aux services publics, notamment aux modes de garde des jeunes enfants par exemple. Les loisirs comme les investissements publics ne leur semblent pas être tournés vers elles, ni les concerner. En partie en charge du travail du *care* et du travail administratif des familles, elles font face aux déserts médicaux et aux difficultés pour consulter des spécialistes, et elles peinent à bénéficier de leurs droits et des aides. Ce sont elles qui doivent compenser l'éloignement des services publics. Dès l'adolescence, elles pointent l'importance d'un renforcement des services publics de proximité dans un contexte où les mobilités sont plus complexes qu'ailleurs. En effet, la mobilité conditionne l'accès aux droits, y compris en santé. Dans ce contexte, des moyens pour la santé scolaire et les centres de protection maternelle et infantile (PMI) apparaissent primordiaux pour la prévention comme dans la connaissance territoriale, en milieu rural comme ailleurs. ■

Propos recueillis par Anne-Lise Favier, journaliste.

1. Ce terme regroupe sept communes d'Isère et quatre de Savoie (NDLR).
2. Soins et service à la personne.

Pour en savoir plus

- Yaëlle Amsellem-Mainguy. *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*. Paris : Presses de Sciences-Po, 2021 (2^e édition 2023).
- Benoît Coquard. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. Paris : La Découverte, 2019.
- Nicolas Renahy. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris : La Découverte, 2010.



Cet entretien est sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0. qui autorise sans restrictions l'utilisation, la diffusion, et la reproduction sur quelque support que ce soit, sous réserve de citation correcte de la publication originale.

La photo de cet article est protégée par le droit d'auteur et ne peut être réutilisée sans autorisation préalable.